

## **Déclaration des évêques catholiques à Lima, en route pour la COP21 à Paris**

Introduction – de la COP20 à la COP21

Nous, évêques catholiques de tous les continents, nous sommes réunis à Lima à l'occasion de la 20<sup>ème</sup> conférence des parties (COP20) pour unir nos efforts à ceux des dirigeants du monde qui entendent signer un accord juste et juridiquement contraignant sur le climat, à Paris, en 2015.

Inspirés par l'option préférentielle pour les pauvres, nous œuvrons aux côtés des communautés les plus vulnérables et des plus exclus et sommes par conséquent parfaitement conscients des effets des changements climatiques qui les affectent. Le message que nous adressons aux dirigeants politiques et à toutes les personnes de bonne volonté s'enracine dans cette expérience et dans la souffrance des communautés pauvres.

L'humanité est appelée à vivre sur Terre dans l'équité, la justice, la dignité, la paix et l'harmonie, au milieu de l'ordre de la Création. Elle est également appelée à traiter la Création avec respect, pour sa valeur intrinsèque. Nous, évêques catholiques, reconnaissons l'atmosphère, les forêts tropicales, les océans et les terres agricoles comme faisant partie du bien commun dont nous devons prendre soin.

### **Les changements climatiques et la justice climatique aujourd'hui**

Nous reconnaissons que beaucoup de bonnes choses ont été accomplies sur Terre grâce à l'intelligence, à la technologie et à l'industrie responsables et légitimes de l'humanité, au nom de l'amour et de la sollicitude divine. Au cours des dernières décennies cependant, de nombreux drames tels que le changement climatique et ses effets dévastateurs sur la nature elle-même, sur la sécurité alimentaire, la santé et les migrations, ont entraîné une augmentation du nombre de personnes en souffrance à travers le monde.

Nous répondons à ce qui nous apparaît comme l'appel divin à agir face à la situation urgente et préjudiciable du réchauffement climatique mondial. Cette situation est essentiellement imputable au système économique global dominant, qui est une création humaine. Considérer objectivement les effets destructeurs de l'ordre économique et financier fondé sur la primauté du

marché et du profit, lequel n'a pas réussi à mettre l'être humain et le bien commun au cœur de l'économie, c'est reconnaître l'échec systémique de cet ordre et la nécessité d'un nouvel ordre économique et financier.<sup>1</sup>

Nous constatons avec gratitude que de nos jours, des États, des religions, des groupes de la société civile et des individus de toutes conditions considèrent la nature comme un bien et expriment leurs préoccupations éthiques à cet égard. Nous souhaitons par conséquent que le discours entendu lors de la COP20 à Lima soit approfondi pour que la COP21 prenne des décisions concrètes qui permettent de surmonter le défi climatique et de fixer de nouvelles trajectoires durables.

Nous reconnaissons que, conformément aux principes véritablement démocratiques, les pauvres et les pays les plus pauvres, qui sont nombreux et les plus affectés par les effets du changement climatique, sont également des acteurs du développement des nations et de la vie humaine sur Terre. Ils nous apportent une parole et un sentiment d'espoir et ces temps de crises, et notamment de changement climatique. Nous espérons que leur participation adéquate, judicieuse et active incitera les décideurs à remplacer les approches techno-industrielles modernes, « à vocation universelle », par des systèmes plus variés.

### **Nous, évêques, appelons toutes les parties**

1. à garder à l'esprit non seulement la dimension technique, mais aussi et surtout les dimensions éthique et morale du changement climatique, comme le stipule l'article 3 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).<sup>2</sup>
2. à trouver un accord mondial équitable et juridiquement contraignant, basé sur les droits humains universels, et qui s'applique à tous, lors de la réunion de Paris en 2015.
3. à maintenir l'augmentation de la température mondiale en-deçà de 1,5 degré Celsius par rapport aux niveaux pré-industriels, de manière à protéger les communautés qui sont en première ligne des effets du changement

---

<sup>1</sup> Pape François, *Evangelii Gaudium* 53-58

<sup>2</sup> Équité, responsabilités communes mais différenciées et capacités respectives, principe de précaution, droit au développement durable

climatique, notamment les populations des îles du Pacifique et des régions côtières.

4. à définir de nouveaux modèles de développement et de nouveaux modes de vie qui soient compatibles avec le climat et qui sortent les populations de la pauvreté. Pour ce faire, il faut impérativement mettre un terme à l'ère des énergies fossiles, réduire progressivement les émissions des énergies fossiles et arriver progressivement à 100% d'énergies renouvelables tout en garantissant un accès pour tous à une énergie durable.
5. à veiller à ce que l'accord de 2015 participe d'une démarche d'adaptation qui pourvoie de manière adéquate aux besoins immédiats des communautés les plus vulnérables et qui consolide les alternatives locales. Il est impératif de veiller à ce que 50% des fonds public soient affectés à la satisfaction des besoins d'adaptation des plus vulnérables.
6. à reconnaître que les besoins d'adaptation sont tributaires du succès des mesures d'atténuation qui sont prises. Il incombe aux responsables du changement climatique d'aider les plus vulnérables à s'adapter et à gérer les pertes et les dommages en partageant avec eux les technologies et le savoir-faire nécessaires.
7. à adopter des feuilles de route qui énoncent clairement la façon dont les pays vont tenir leurs engagements financiers additionnels et prévisibles et instaurer des systèmes de comptabilisation robustes et transparents.

### **Notre engagement**

Nous, évêques catholiques, croyons que la Création est le don de vie, un don à partager avec notre prochain et que nous avons tous besoin de notre « pain quotidien » pour assurer notre alimentation et notre sécurité alimentaire.

Nous, évêques catholiques, nous engageons à développer le sens de la « gratuité »<sup>3</sup> afin de contribuer à un mode de vie qui nous libère du désir d'appropriation et qui nous permet de respecter la dignité de la personne et l'harmonie de la Création.

Nous, évêques, voulons accompagner le processus politique et chercher le dialogue afin de faire entendre la voix des pauvres aux décideurs.

Nous sommes convaincus que chacun est en capacité de contribuer à la lutte contre le changement climatique et de choisir un mode de vie durable.

---

<sup>3</sup> Caritas in Veritate

Nous, évêques, appelons tous les Catholiques et toutes les personnes de bonne volonté à considérer le cheminement vers Paris comme le point de départ d'une nouvelle vie en harmonie avec la Création, dans le respect des limites planétaires.

**ÉVÊQUES SIGNATAIRES DE LA PRÉSENTE DÉCLARATION :**

Monseigneur Salvador Piñeiro García-Calderón, archevêque d'Ayacucho, Pérou.  
Président de la Conférence épiscopale péruvienne

Monseigneur Pedro Barreto Jimeno, archevêque de Huancayo, Pérou.  
Président du Département justice et solidarité du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM)

Monseigneur Sithembele Antón Sipuka, évêque d'Umtata, Afrique du Sud.  
Représentant du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SECAM)

Monseigneur Theotonius Gomes, évêque auxiliaire (émérite) de Dhaka, Bangladesh. Représentant de la Fédération des conférences épiscopales d'Asie (FABC)

Monseigneur Marc Stenger, évêque de Troyes. Représentant de la Conférence des évêques de France

Monseigneur Zanon Demettino Castro, archevêque de Feira de Santana, Brésil.  
Représentant de la Conférence épiscopale brésilienne

Monseigneur Richard Alarcón Urrutia, évêque de Tarma. Président de Caritas Pérou

Monseigneur Jaime Rodríguez, évêque d'Huánuco, Pérou

Monseigneur Alfredo Vizcarra, évêque du Vicariat apostolique de Saint-François-Xavier de Jaén, Pérou

Écrit en concertation avec nos partenaires catholiques : CEAS (Pérou), CIDSE, Caritas Internationalis, CAFOD (Royaume-Uni), CCFD–Terre Solidaire (France), Cordaid (Pays-Bas), Développement et Paix (Canada), MISEREOR (Allemagne), Secours Catholique-Caritas France (France) et Trócaire (Irlande).